



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DSSP-025-327

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n°187-DDPP-25 portant prescriptions complémentaires  
SAS JEAN Méli à St-Romain le Puy (42610)**

**Le préfet de la Loire**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées

**Vu** l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux ou déchets d'alliages de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**Vu** l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 21 mai 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet susvisé ;

**Considérant** que les modifications portées à connaissance consistent en :

- Intégration d'une nouvelle presse-cisaille sur le site,
- Relocalisation, après étude de faisabilité, du bassin de régulation/rétention, réglementé par l'arrêté complémentaire du 06/04/2021,
- Création d'une « déchetterie professionnelle » destinée à la réception de déchets non dangereux ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, « Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

**Considérant** que les modifications entraînent une extension des activités, sans modification du périmètre géographique ;

**Considérant** néanmoins que cette extension ne nécessite pas de nouvelle évaluation environnementale compte-tenu de l'augmentation de volume d'activité inférieur à 10 tonnes/jour et du classement en régime de déclaration de l'activité de la déchetterie professionnelle ;

**Considérant** que le déplacement du bassin de rétention/régulation des eaux pluviales est sans effet sur les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**Considérant** en conséquence que les modifications ne sont pas substantielles au titre du 1° de l'article R. 181-46 sus-mentionné ;

**Considérant** que les déchets combustibles entreposés dans la déchetterie professionnelle génèrent un risque de départ de feu ;

**Considérant** que les effets liés à l'incendie de ces déchets restent à l'intérieur du site et ne génèrent pas d'effets dominos, dans la mesure où sont respectées les modalités de stockage présentées dans le dossier de porter à connaissance sus-visé ;

**Considérant** qu'il n'est pas attendu d'effets supplémentaires de l'installation sur l'environnement ;

**Considérant** en conséquence que les modifications projetées ne sont pas non plus substantielles au titre des 2° et 3° de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins que la situation administrative doit être mise à jour et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**Sur proposition** du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Identification**

La société SAS Jean MELI (SIRET 32623317800028) dont le siège social est situé à 7-9 rue Grangeneuve 42 000 SAINT-ÉTIENNE, autorisée à exploiter une installation de traitement de déchets non dangereux en broyeur de déchets métalliques, sur le territoire de la commune de SAINT-ROMAIN-LE-PUY à l'adresse ZI de Chézieu, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 – Mise à jour du tableau de classement des installations**

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 378-DDPP-13 du 14/10/2013 réglementant les activités exercées par la société SAS Jean MELI sur le territoire de la commune de SAINT-ROMAIN-LE-PUY, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 06/04/2021, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume des activités	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Installation de broyage de métaux et Presse-cisaille 89 t/j	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume des activités	Régime
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– traitement biologique</li> <li>– prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération</li> <li>– traitement du laitier et des cendres</li> <li>– traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants</li> </ul>	<p>Installation de broyage de métaux 80 t/j</p>	A
2712-1	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup></p>	<p>Surface de 245 m<sup>2</sup> dont :</p> <p>60 m<sup>2</sup> de VHU en attente de dépollution, 130 m<sup>2</sup> d'atelier de dépollution, 55 m<sup>2</sup> de stockage des fractions issues du démontage</p>	E
2713-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup> ;</p>	<p>Surface dédiée 6 475 m<sup>2</sup></p>	E



Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume des activités	Régime
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Une benne de batteries (6,9 t)	DC
2710-2-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	Apports volontaires de déchets non dangereux volume maximal de déchet = 280 m <sup>3</sup>	<u>DC</u>
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	Quantité < 1 t (caisse palette de 600 L pour les batteries usagées)	DC

### **Article 3 – Modalités de stockage des déchets non dangereux – déchetterie professionnelle**

Les bennes ou stockages de déchets non dangereux susceptibles d'envols, seront équipés de filets de protection permettant de limiter le risque d'envols.

Les déchets combustibles sont entreposés dans des casiers de stockage en blocs béton, selon les modalités suivantes :

Type de déchets	Caractéristiques du casier de stockage	Hauteur de stockage	Volume de déchet
Bois B	Cellule extérieure Longueur : 6 m Largeur : 5 m Hauteur des murs : 2,2 m	1 m	30 m <sup>3</sup>
Bois A + cartons	Cellule extérieure Longueur : 7,2 m Largeur : 6 m Hauteur des murs : 2,2 m	1,1 m	45 m <sup>3</sup>
Plastiques	Cellule extérieure Longueur : 6,2 m Largeur : 6 m Hauteur des murs : 2,2 m	0,6 m	20 m <sup>3</sup>
DIB (déchets en mélange)	Cellule extérieure Longueur : 11,2 m Largeur : 6 m Hauteur des murs : 2,2 m	1,20 m	80 m <sup>3</sup>

#### **Article 4 – Gestion des eaux pluviales**

La localisation du point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées définie dans l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 06/06/2021 est modifiée.

Le point de rejet (n°1 en référence à l'arrêté sus-nommé) est localisé aux coordonnées Lambert 93 suivantes :

X = 786 281

Y = 6 507 445.

Les autres dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales sont inchangées, en particulier les caractéristiques du bassin de rétention/régulation et le débit de rejet.

#### **Article 5 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de

l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard – 42014 Saint-Etienne cedex 02 et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de juridiction administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### **Article 6 - Publicité**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St-Romain le Puy et peut y être consulté..

Le maire de St-Romain le Puy fera connaître par procès-verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 - Exécution**

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de St-Romain le Puy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 29 août 2025

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
Pierre CABRIDENC

#### **Copie :**

- SAS Jean MELI
- Sous-Préfecture de Montbrison
- DREAL 42
- Mairie de St-Romain le Puy
- Archives
- Chrono

Pour le Prêtre  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
Pierre CABRIDENC